

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU
Ministère de l'Economie et des Finances
**Comité National de la Balance des
Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

GUINEE-BISSAU 2013

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	10
1.1 - BALANCE COMMERCIALE DE BIENS.....	11
1.1.1 - Exportations de biens.....	12
1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens.....	12
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	13
1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations.....	14
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens.....	17
1.1.2.2 - Composition des importations de biens.....	17
1.1.2.3 - Orientation géographique des importations.....	19
1.2 - BALANCE DE SERVICES.....	23
1.2.1 - Exportations de services	23
1.2.2 - Importations de services	24
1.3 - Compte des revenus primaires.....	25
1.4 - Compte des revenus secondaires.....	26
II - COMPTE DE CAPITAL.....	28
2.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
2.2 - Transferts de capital.....	28
III - COMPTE FINANCIER.....	28
3.1- Investissements directs étrangers.....	29
3.2 - Investissements de portefeuille.....	31
3.3 - Dérivés financiers.....	31

3.4 - Autres investissements.....	31
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	32
4.1 - Avoirs et engagements de la Banque centrale.....	32
4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	32
4.3 - Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts.....	32
5.1 - Evolution de la position extérieure globale nette.....	33
5.2 - Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	34
5.3 - Structure géographique de la position extérieure globale	34
CONCLUSION.....	34
ANNEXE.....	37

INDEX DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA).....	10
Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix cajou.....	13
Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2013.....	17
Graphique 4 : Composition des importations de biens.....	19
Graphique 5 : Orientation géographique des importations	19
Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union.....	20
Graphique 7 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA).....	24
Graphique 8 : Structure des importations de services (en millions de FCFA).....	25

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	10
Tableau 2 : Compte des transactions courantes	11
Tableau 3 : Compte de biens	11
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques	12
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits	12
Tableau 6 : Orientation géographique des exportations	14
Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA	15
Tableau 8 : Evolution des importations biens par rubriques	16
Tableau 9 : Importations de biens	17
Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	19
Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises	21
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	22
Tableau 13 : Revenus primaires	24
Tableau 14 : Revenus secondaires	25
Tableau 15 : Compte de capital	27
Tableau 16 : Compte financier	28
Tableau 17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers	29
Tableau 18 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements ...	32
Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	33
Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale nette	34

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTC	Balance des Transactions Courantes
BM	Banque Mondiale
CAF	Coût Assurance Fret
DGA	Direction Générale des Douanes
DOLLAR USD	Monnaie des Etats Unis
EURO	Monnaie Unique Européenne
ECID	Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
IDE	Investissements Directs Etrangers
LIVRE STERLING	Monnaie Nationale d'Angleterre
MBP5	5 ^e édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 ^e édition du Manuel de la Balance des Paiements
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YUAN	Monnaie nationale de la Chine

NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.

AVANT PROPOS

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures, la confection de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionale des pays membres de l'UEMOA incombe à la Banque Centrale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2013. Les corrections d'asymétrie ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2013 ont été élaborés sur la base de ce nouveau dispositif.

RESUME

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2013 a été caractérisé par un redressement progressif de l'activité à l'échelle mondiale. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,0% pour l'année 2013, contre 3,1% en 2012. Au plan national, une reprise très timide de l'activité a été enregistrée avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 0,9% en 2013 contre 3,5% initialement prévu et -1,5% en 2012.

Les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde pour l'année 2013, ont tout de même été marquées par une nette amélioration du profil des échanges extérieurs, en ligne avec un recul du déficit courant et une hausse des flux nets du compte financier, dans un contexte marqué par une relative stabilité de l'excédent du compte de capital. Ainsi, la position extérieure nette s'est améliorée de 10.722,0 millions en 2013 contre une détérioration de 33.200,4 millions en 2012.

L'économie reste tout de même marquée par un déficit structurel du compte courant et une faible mobilisation des flux d'investissements directs étrangers, ce qui exige des réformes importantes pour améliorer le climat des affaires et réduire la forte dépendance du pays vis-à-vis des exportations de noix de cajou. Par ailleurs, il est important de réduire la facture alimentaire, notamment les importations de riz, ce qui permettrait d'accroître les importations de biens intermédiaires et d'équipements nécessaires à l'amélioration des infrastructures de base, sans pour autant détériorer fortement le déficit courant.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2013 a été caractérisé par un redressement progressif de l'activité à l'échelle mondiale. Après une légère amélioration durant le premier semestre, l'activité économique s'est renforcée au cours de la seconde moitié de l'année 2013, sous l'effet de la demande finale dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents.

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,0% pour l'année 2013, contre 3,1% en 2012. Aux Etats-Unis, le produit intérieur brut a augmenté de 1,9% en 2013 contre 2,8% en 2012. Dans la Zone euro, l'activité économique s'est progressivement consolidée en Allemagne et, dans une moindre mesure, en France, qui ont connu respectivement une croissance de 0,5% et 0,2% en 2013. Cependant, le produit intérieur brut réel de la Zone, prise dans son ensemble, a régressé de 0,4% en 2013, du fait des contre-performances des économies des pays en difficulté, dont notamment l'Italie et l'Espagne. Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, en raison principalement de la faiblesse de la demande intérieure dans la plupart des Etats et du durcissement par certains pays, des conditions monétaires. Globalement, l'activité économique a progressé de 4,7% en 2013, soit 0,2 point de pourcentage de moins qu'en 2012. Le produit intérieur brut de la Chine a enregistré une augmentation de 7,7% en 2013, selon les estimations du FMI. L'Inde et le Brésil ont également connu une meilleure expansion économique, sous l'effet du raffermissement des exportations. La croissance y est ressortie respectivement à 4,4% et 2,3% en 2013, après 3,2% et 1,0% en 2012. Dans ce contexte, l'Afrique subsaharienne s'est révélée résiliente. La croissance économique de cette région s'est établie à 4,9% en 2013 tout comme en 2012.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises au cours de l'année 2013, à la faveur de la reprise progressive de l'activité au sein de la Zone euro. Le cours de la monnaie unique européenne est passé, en moyenne de 1,2848 dollar en 2012 à 1,3281 dollar en 2013, soit une hausse de 3,4%. Vis-à-vis du yen, de la livre sterling et du yuan, l'euro a respectivement progressé de 26,5%, 4,7% et de 0,7% sur la même période.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande provenant des pays émergents. Les prix des produits alimentaires et des métaux ont décliné, en liaison avec l'atonie de la demande mondiale. Les indices calculés par le FMI indiquent, en glissement annuel à fin décembre 2013, des baisses respectives de 3,5% et de 7,1%. Dans le même sillage, les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ont pour la plupart enregistré de fortes baisses. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2013, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 27,9% pour la noix de cajou, 22,7% pour le caoutchouc, 19,1% pour l'huile de palmiste, 14,0%

pour l'huile de palme et 8,2% pour le café. En revanche, les prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole se sont orientés à la hausse, en rapport avec le regain d'activité dans les pays industrialisés.

Au plan sous-régional, les économies des Etats membres de l'Union ont fait preuve de résilience, en maintenant leur croissance à un rythme relativement soutenu, en dépit de la morosité de la reprise économique à l'échelle mondiale. Selon les dernières estimations, le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 5,5% en 2013, après 6,3% en 2012. Cette performance est imputable à l'accroissement de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics. En dépit de la conjoncture internationale peu favorable, cinq pays sur huit ont pu se maintenir sur une trajectoire de croissance économique de plus de 5,0% en 2013. Au plan national, une reprise très timide de l'activité a été enregistrée dans un contexte marqué par une détérioration de la situation des finances publiques, une baisse des prix au producteur de la noix de cajou, un recul des prix à l'exportation de la noix de cajou et des retards dans l'exécution des projets publics. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel a été estimé à 0,9% en 2013 contre 3,5% initialement prévu et -1,5% en 2012.

Les transactions économiques et financières de de la Guinée-Bissau avec le reste du monde pour l'année 2013 font tout de même état d'une nette amélioration du profil des échanges extérieurs, en ligne avec un recul du déficit courant et une hausse des flux nets du compte financier dans un contexte marqué par une relative stabilité de l'excédent du compte de capital. Ainsi, le déficit courant s'est établi à 25.941,5 millions en 2013 contre 42.497,3 millions en 2012, en rapport avec l'amélioration des soldes des biens et services et des revenus primaires dont l'effet a été quelque peu atténué par le recul de l'excédent du solde des revenus secondaires. L'excédent du compte de capital s'est fixé à 15.822,1 millions en 2013 contre 15.863,0 millions en 2012 et le solde net du compte financier affiche une amélioration de 18.871,5 millions, ce qui s'est traduit par une amélioration de la position extérieure nette de 10.722,0 millions en 2013 contre une détérioration de 33.200,4 millions en 2012. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

Tableau 1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

(en millions de FCFA)

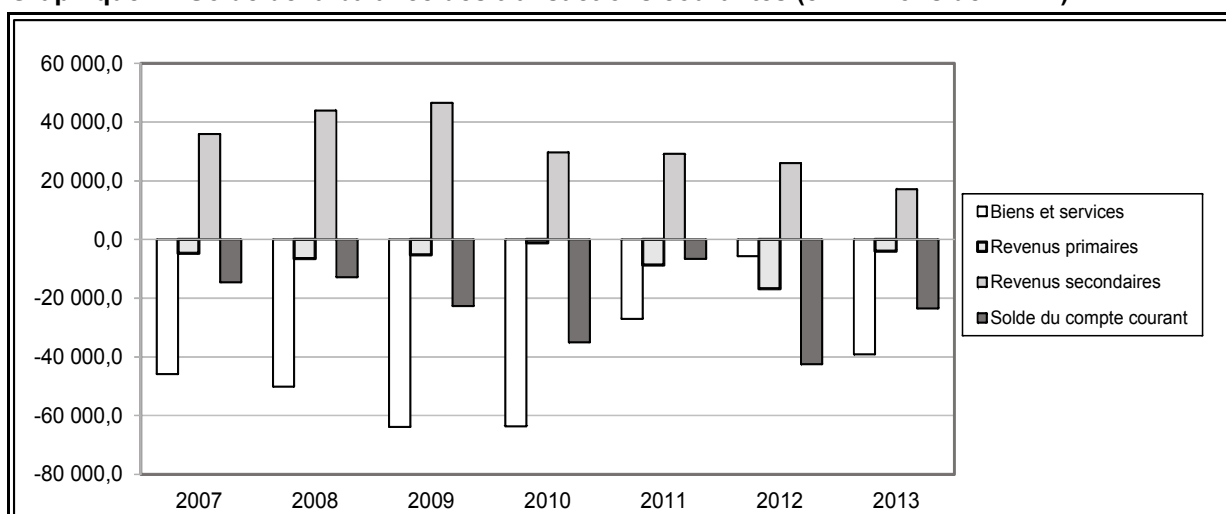
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	130 354,3	156 295,8	-25 941,5
1.A	Biens et services	94 328,0	133 418,7	-39 090,7
1.B	Revenus primaires	5 056,8	9 019,9	-3 963,2
1.C	Revenus secondaires	30 969,6	13 857,1	17 112,4
2	Compte de capital	15 822,1	0,0	15 822,1
3	Compte financier	6 286,4	22 157,9	-15 871,6
7	Solde global	10 286,5	-435,5	10 722,0
8	Avoirs et engagements extérieurs	-10 676,9	205,0	-10 881,9
8.1	Banque centrale	-7 294,9	-316,0	-6 978,9
8.2	Autres institutions de dépôts	-3 382,0	521,0	-3 903,0

Source : BCEAO.

I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaires et secondaires, présente un déficit structurel. Cette situation provient principalement des comptes des biens et services et des revenus primaires, comme l'indique le graphique 1.

Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)



Source: BCEAO.

En 2013, la balance des transactions courantes s'est améliorée après une forte détérioration enregistrée en 2012. Le solde affiche un déficit de 25.941,5 millions en 2013 contre un déficit de 42.497,3 millions l'année précédente, en rapport avec l'amélioration des soldes de la balance commerciale et du compte des revenus primaires. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 4,5% du PIB en 2013 contre 7,8% du PIB l'année précédente, comme l'indique le tableau 2.

Tableau 2 : Compte des transactions courantes*(en millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-45 847,2	-50 163,6	-63 882,1	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7
Biens	-29 161,1	-31 630,9	-38 339,7	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 840,4
Services	-16 686,1	-18 532,7	-25 542,4	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3
Revenus primaires	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2
Revenus secondaires	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4
Solde du compte courant	-14 674,0	-12 874,4	-22 615,1	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3	-25 941,5
Solde du compte courant (hors dons)	-31 666,7	-29 274,4	-51 121,8	-46 239,8	-22 412,0	-54 397,3	-28 341,5
PIB Nominal	333 381,0	386 952,0	390 483,6	418 525,6	520 776,0	547 182,6	572 032,1
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-4,40%	-3,33%	-5,79%	-8,37%	-1,27%	-7,77%	-4,53%

Source : BCEAO.

1.1 - BALANCE COMMERCIALE DE BIENS

Le déficit de la balance commerciale de biens s'est amélioré après une forte détérioration enregistrée en 2012, en passant de 25.732,0 millions en 2012 à 14.840,4 millions en 2013, en ligne avec une hausse des exportations dans un contexte marqué par un léger recul de la valeur des importations.

Tableau 3 : Compte de biens*(en millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens et services	67 303,9	76 983,0	73 076,1	84 494,8	133 369,2	78 133,1	94 328,0
Importations de biens et services	113 151,1	127 146,6	136 958,3	148 132,8	160 394,6	129 811,6	133 418,7
Balance commerciale de biens et services	-45 847,2	-50 163,6	-63 882,1	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7
exportations (en pourcentage)	59,48%	60,55%	53,36%	57,04%	83,15%	60,19%	70,70%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	27,06%	26,38%	26,89%	27,79%	28,20%	19,00%	19,91%

Source : BCEAO.

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré, passant de 72,3% en 2012 à 83,6% en 2013. Le déficit commercial, en pourcentage du PIB, est passé de 4,7% en 2012 à 2,6% en 2013.

1.1.1 - Exportations de biens

1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 75.485,6 millions en 2013 contre 67.062,0 millions l'année précédente, soit une hausse de 12,6% après une baisse 40,3% en 2012. L'accroissement de la valeur des exportations est impulsé par la hausse de 31,7% de la valeur des exportations de produits alimentaires (principalement des produits halieutiques) et de produits divers, destinés aux autres pays membres de l'UEMOA, après une baisse de 44,1% enregistré 2012. Le volume des exportations de noix de cajou a augmenté 20,8%. Toutefois, l'impact de cette évolution a été atténué par le recul de 19,1% des prix à l'exportation de la noix de cajou exprimés en FCFA, dans le sillage de la baisse des prix de ce produit sur le marché international. Les exportations de bois se sont relevés pour se situer à 279,1 millions selon les statistiques douanières alors qu'aucun montant n'a été enregistré en 2012.¹ Les exportations d'autres produits se sont inscrites à la baisse depuis 2009. Cette baisse a concerné principalement les machines et appareils électriques et les matériels de transports, importés de façon temporaire dans le cadre de l'exécution des projets publics puis réexportés à la fin des travaux. De même, les avitaillements des aéronefs ont enregistré un recul en 2013.

Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total exportations de biens	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6

Source : BCEAO.

Source : BCEAO.

¹ La hausse des exportations de bois (selon les statistiques officielles) est liée principalement aux mesures prises à partir de 2013 pour renforcer le contrôle et le suivi de la production et de la commercialisation dans ce secteur.

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits

(en millions de FCFA)

Produits	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Noix de cajou 1/	32 112,5	28 796,7	35 671,0	37 327,6	55 793,9	50 360,7	62 357,6
Bois	67,3	115,9	140,6	252,1	87,4	0,0	279,1
Autres	4 080,8	2 360,8	4 761,6	3 318,1	2 189,1	1 211,3	351,2
Total statistiques officielles	36 260,6	31 273,4	40 573,2	40 897,9	58 070,4	51 572,0	62 987,9
Ajustement de Valeur	3 665,4	15 478,6	6 706,9	5 587,0	28 425,0	10 025,0	2 608,0
Ajustement de Champ	10 748,0	9 875,0	9 158,0	15 186,1	25 501,5	5 465,0	9 889,7
Total	50 674,0	56 627,0	56 438,0	61 671,0	111 996,9	67 062,0	75 485,6

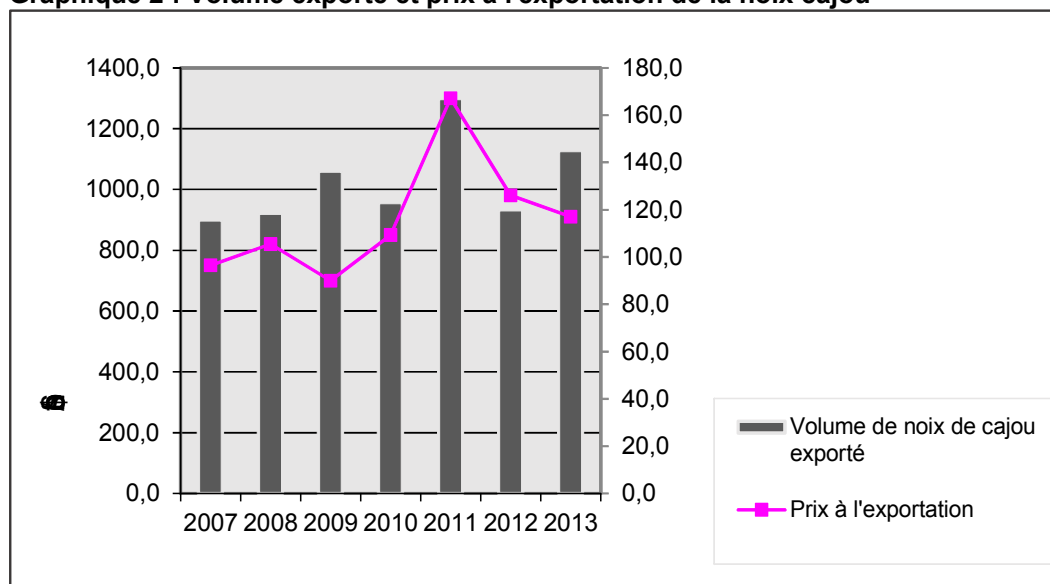
Source : BCEAO.

1/ les exportations de noix de cajou sont évaluées par la douane à un prix de référence fixé par l'Etat. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements.

1.1.1.2 - Composition des exportations de biens

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par la noix de cajou tant en volume qu'en valeur. En 2013, selon les statistiques officielles, les exportations de noix de cajou ont représenté 98,3% de la valeur des exportations totales du pays. Cette situation traduit la forte concentration des exportations du pays, qui s'explique par la faible diversification de la base productive, malgré le potentiel important du pays dans le domaine de la pêche et des mines. Le graphique présente l'évolution des volumes de noix de cajou exportés et des prix à l'exportation.

Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix cajou



Sources : Douanes, BCEAO.

Les autres produits agricoles exportés sont l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques. Leurs poids respectifs demeurent assez faibles, ne dépassant pas 5,0%, selon les statistiques officielles.

1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau car la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde. Le continent africain, principalement la zone UEMOA occupe la deuxième place, suivi du continent européen.

Tableau 6 : Orientation géographique des exportations

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	3 368,6	1 795,6	2 343,3	2 144,5	1 559,1	317,9	77,0
UNION EUROPEENNE							
ZONE EURO	3 364,8	1 236,0	2 320,7	2 144,5	1 559,1	149,1	75,7
France	84,8	199,9	465,0	836,1	619,9	1,3	1,9
Allemagne	0,0	22,3	54,7	3,3	0,9	0,0	0,0
Italie	1,3	34,6	691,2	6,8	4,0	0,0	0,7
Pays-Bas	38,6	29,2	207,9	194,9	26,1	45,0	29,0
Belgique	0,0	0,0	3,8	0,0	112,3	0,0	0,0
Portugal	3 188,0	732,5	843,5	1 082,2	777,9	95,6	42,0
Espagne	52,2	217,4	54,6	21,3	18,0	7,2	2,2
AUTRES PAYS DE L'UE	0,0	511,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	511,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	3,9	48,0	22,6	0,0	0,0	168,9	1,4
Suisse	0,3	9,0	5,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Russie	3,6	39,0	17,6	0,0	0,0	168,9	0,0
Turkie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE	13 686,0	10 104,4	16 330,0	22 419,6	26 228,2	14 559,9	19 222,9
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4	19 146,0
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0	752,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4	2 146,2
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8
CEDEAO (hors UEMOA)	168,2	122,5	152,9	355,7	207,9	21,0	5,6
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	38,1	0,0	0,0
Cap - Vert	9,5	58,5	71,7	76,2	39,4	17,6	2,1
Gambie	8,9	15,3	17,8	8,0	1,2	3,4	0,6
Serra leoa	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
R. Guinée	149,8	48,7	63,5	271,4	129,3	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3,6	0,0	51,1	34,2	25,2	2,6	71,3
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	3,8	0,0	2,6	9,0
Maroc	0,0	0,0	0,0	6,0	19,1	0,0	5,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	3,6	0,0	4,7	24,4	6,0	0,0	0,0
Angola	0,0	0,0	46,5	0,0	0,0	0,0	57,2
AMERIQUE	59,7	34,5	0,0	107,6	956,0	595,6	53,6
USA	10,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	85,1	941,5	595,0	53,46
Antigua	48,9	19,6	0,0	22,6	0,0	0,0	0,0
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
Cuba	0,0	12,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Panama	0,0	2,3	0,0	0,0	14,5	0,0	0,0
ASIE	33 559,7	44 693,4	37 764,5	36 999,0	83 322,5	50 539,7	55 248,9
Chine	19,6	108,5	109,1	568,7	752,4	506,1	1 262,7
Japon	9,3	14,4	17,1	50,0	18,7	0,0	0,0
Inde	32 058,6	43 320,1	37 616,5	35 841,4	74 526,9	46 049,0	39 634,8
Pakistan	726,3	0,0	1,3	4,9	97,6	148,2	0,0
Emirats arabes unis	0,0	15,8	0,0	0,0	0,0	137,7	1 656,9
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0
Corea	0,0	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,7	0,3	0,3	8,5	0,2	0,3	0,3
Singapour	745,3	1 224,5	20,2	524,8	7 575,2	3 665,4	7 190,9
Vietnam	0,0	0,0	0,0	0,0	351,6	32,9	5 503,3
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays	627,1	750,0	999,4	1 031,7	235,0	1 048,8	883,3
TOTAL	51 301,1	57 377,9	57 437,2	62 702,4	112 300,8	67 062,0	75 485,6

Sources : Douanes, BCEAO.

En 2013, les ventes extérieures vers l'Europe se sont repliées, en moyenne annuelle, pour se situer à 77,0 millions contre 317,9 millions en 2012. Rapportées aux exportations totales du pays, ces ventes ont représenté une part moyenne de 0,1% en 2013 contre 0,5% en 2012. Les expéditions de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits de pêche, de noix de cajou traitée (une part est exportée vers le Portugal) et de bois. La forte baisse enregistrée entre 2012 et 2013, est liée au recul des réexpéditions vers ce continent, des machines et appareils mécaniques et de matériels de transports, importés de façon temporaire dans le cadre de l'exécution des projets publics en raison de la suspension en 2012 de la coopération entre l'UE et la Guinée-Bissau.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges informels, ont enregistré une hausse, s'établissant à 25,5% en 2013 contre 21,7% en 2012. Elles ont été réalisées essentiellement avec les autres pays membres de l'UEMOA, particulièrement avec le Mali (8,3%), le Sénégal (4,8%) et le Togo (8,4%). En 2013, les exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union se sont accrues, en liaison exclusivement avec la hausse des ventes au Togo. En effet, la cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA a estimé la valeur des exportations de la Guinée-Bissau vers les autres pays de l'Union à 19.146,0 millions contre 14.536,4 millions l'année précédente, comme l'indique le tableau 7.

Tableau 7 : Evolution des exportations destinées vers les pays de l'UEMOA

(en millions de FCFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0	752,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4	2 146,2
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4	19 146,0

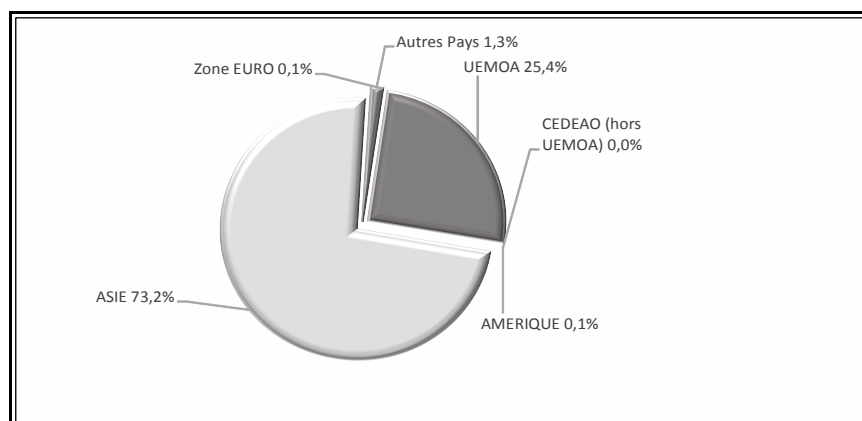
Source : BCEAO.

Les exportations vers le continent asiatique ont représenté 73,2% de la valeur des exportations en 2013, constituées essentiellement de la noix de cajou, destinée principalement à l'Inde.

Les exportations vers l'Amérique demeurent plus faibles, représentant 0,1% du total des exportations du pays. Elles sont principalement destinées au Brésil et sont constituées de noix de cajou décortiquée.

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2013 ont été principalement destinées à l'Asie (73,2%) et aux autres pays de l'UEMOA (25,4%).

Graphique 3 : Orientation géographique des exportations en 2013



Source : Douane 2013, BCEAO.

1.1.2 - Importations de biens

1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) en 2013 a diminué de 2,7% après une baisse de 18,1% en 2012. Elle s'établit à 90.326,1 millions contre 92.794,0 millions en 2012. Cette évolution s'explique par la reprise timide de l'activité en 2013, qui s'est traduite par une baisse des acquisitions de produits alimentaires (-3,9%) et de biens d'équipements (-21,7%) dont l'impact a été atténué par la hausse des importations d'autres biens de consommation (3,7%), de produits pétroliers (16,4%) et de biens intermédiaires (7,1%).

Tableau 8 : Evolution des importations biens par rubriques

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales (statistiques douanières)	72 875,7	57 456,6	81 082,8	79 758,8	86 686,0	66 187,1	63 065,87
Ajustement	20 685,1	46 042,1	30 285,7	33 434,3	45 112,8	41 712,9	41 965
Total Importations CAF	93 560,7	103 498,7	111 368,5	113 193,2	131 798,8	107 900,0	105 030,4
TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)	80 462,2	89 008,9	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0	90 326,1

Source : BCEAO.

1.1.2.2 - Composition des importations de biens

La structure des importations en 2013 est composée dans l'ordre, des biens alimentaires (34,2%), des produits énergétiques (21,4%), des biens d'équipements (18,8%), des biens intermédiaires et de matières premières (11,7%), d'autres biens de consommation courante (8,0%) et des autres biens divers (5,8%).

Tableau 9 : Importations de biens*(en millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	30 406,5	32 790,7	31 976,7	31 395,3	39 470,2	37 422,8	35 949,3
Autres biens de consommation courante	4 186,0	5 930,2	7 093,0	8 255,8	9 819,3	8 077,5	8 377,8
Produits énergétiques	20 290,7	24 534,9	23 837,2	24 534,9	26 080,6	19 339,1	22 504,4
Matières premières et biens intermédiaires	9 186,0	9 418,6	9 651,2	10 348,8	13 453,5	11 507,3	12 324,4
Biens d'équipement	22 430	23 256	29 767	30 465	33 816	25 260	19 770,4
Produits divers	7 061,3	7 568,4	9 043,0	8 193,3	9 159,1	6 293,1	6 104,0
Total importations de biens CAF	93 560,7	103 498,6	111 368,5	113 193,2	131 798,8	107 900,0	105 030,4
Total importations de biens FOB	80 462,2	89 008,8	95 776,9	97 346,1	113 347,0	92 794,0	90 326,1

Source : BCEAO.

Les importations de produits alimentaires, constitués essentiellement du riz et du blé, représentent le premier poste des produits alimentaires. Le poids important des produits céréaliers (60,4% dont 51,9% concerne le riz) dans les importations de produits alimentaires met en évidence la nécessité d'une dynamisation de la production vivrière afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. En 2013, la valeur des importations de riz a baissé de 13,1%, en rapport avec le recul de la demande intérieure, induite notamment par la hausse de 11,2% de la production locale. Le recul des échanges de riz contre la noix de cajou souvent opérées par les opérateurs intervenant dans le cadre de la campagne de commercialisation de la noix de cajou a aussi contribué au recul des importations de riz. La valeur des importations de blé affiche une relative stabilité et les importations de sucres ont augmenté de 2,5%.

Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont régulièrement inscrits en hausse entre 2000 et 2011, et le rythme de croissance s'est fortement accéléré à partir de 2005. Ces produits, qui occupaient le dernier rang dans le classement des importations sur la période 2000-2004, occupent le deuxième rang sur la période 2005-2011. Le Portugal et le Sénégal ont constitué les principaux fournisseurs du pays en produits énergétiques. En 2013, les acquisitions de produits pétroliers ont augmenté de 16,4% après une diminution de 25,8% en 2012, en rapport avec une amélioration de la demande intérieure, favorisée par la hausse d'activité dans le secteur de commercialisation de noix de cajou qui a induit une demande supplémentaire en carburants pour le transport de la noix de cajou des zones de production au port de Bissau. Ainsi, le volume des importations de produits pétroliers ont augmenté de 15,5% et l'impact a été légèrement accentué par la hausse des prix.

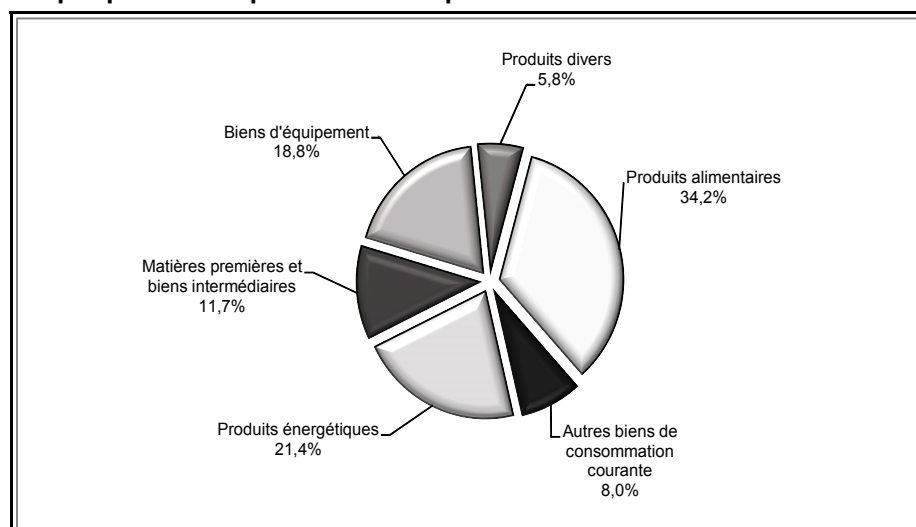
Les acquisitions de biens intermédiaires, composées en grande partie de matériaux de construction ont augmenté de 7,1% après une baisse de 14,5% en 2012. Cette orientation est en rapport notamment avec la reprise d'activité dans le secteur des Bâtiments soutenue par la poursuite des travaux de construction d'un nouveau complexe hôtelier.

Les importations de biens d'équipement ont progressé de 2,7% en moyenne par an entre 2000 et 2011. Le dynamisme des acquisitions de ces biens est lié à l'exécution des programmes de

construction d'infrastructures publiques. Les biens d'équipement sont importés du Portugal, du Sénégal, d'Espagne, de chine et d'Allemagne. Cette dynamique ne s'est pas poursuivie et le recul amorcé en 2012 s'est étendu en 2013. Ainsi, les importations de biens d'équipement ont baissé de 21,7% en 2013, en rapport avec une baisse de 25,2% des importations de machines et appareils électriques.

Les importations de produits divers ont enregistré une baisse de 3,0% après un recul de 31,2% enregistré en 2012. Cette situation fait suite à une baisse des importations d'autres articles d'ameublement.

Graphique 4 : Composition des importations de biens

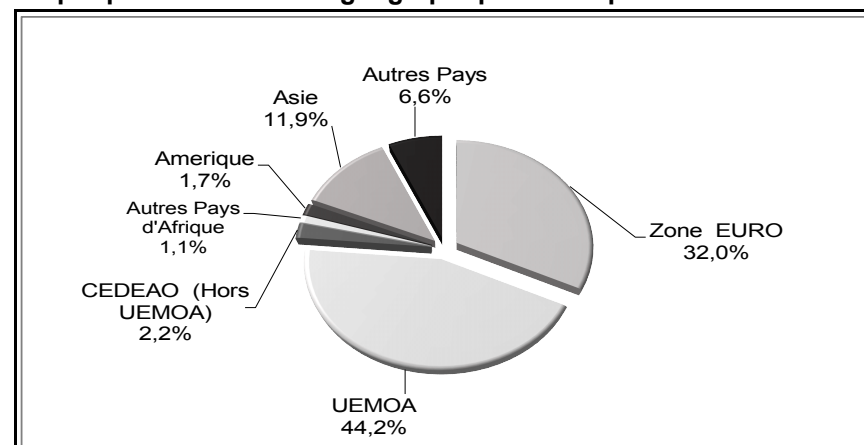


Source : BCEAO.

1.1.2.3 - Orientation géographique des importations

Le graphique 5 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2013.

Graphique 5 : Orientation géographique des importations



Source : BCEAO.

En 2013, le continent africain est apparu au premier rang des fournisseurs de la Guinée-Bissau, soutenu par la vigueur des échanges avec le Sénégal qui est devenu le premier partenaire de la Guinée-Bissau. La part moyenne des importations en provenance de l'Afrique dans les importations totales du pays s'est située à 47,5% en 2013 contre 36,0% en 2012. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les produits alimentaires et le pétrole raffiné. En 2013, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont connu une hausse de 22,5% après une baisse de 10,1%, en rapport avec l'accroissement des importations en provenance du Sénégal.

Tableau 10 : Evolution des Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

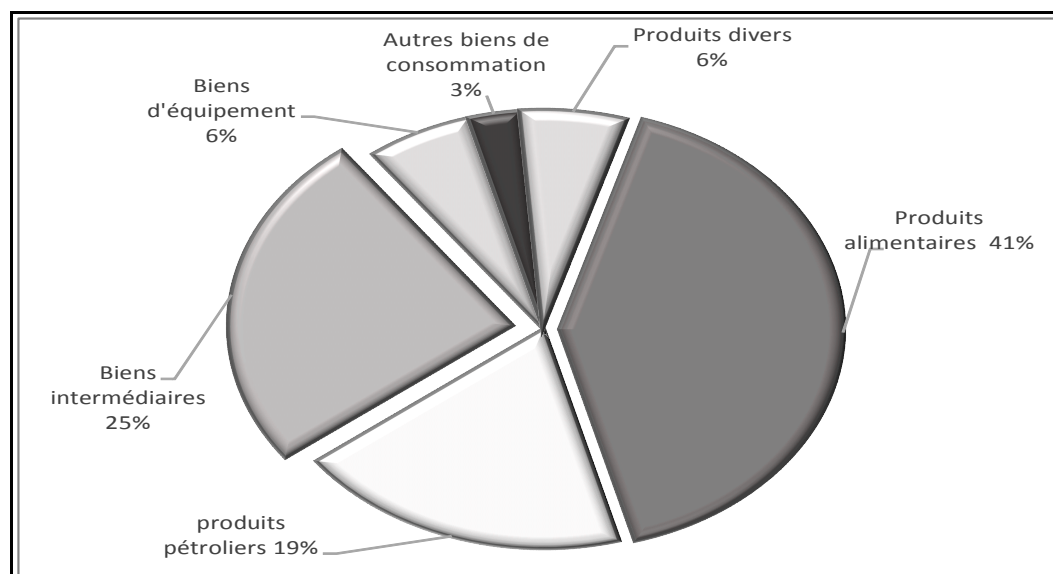
(en millions de FCFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	4,6	6,1	2 828,6	1 003,1	1 106,0	316,9	20,4
Burkina	32,3	62,7	22,9	606,8	185,2	13,3	19,9
Côte d'Ivoire	5 129,9	6 412,2	3 292,2	1 499,4	557,3	389,5	180,8
Mali	334,9	1 107,6	1 790,6	2 041,6	9 855,3	651,4	4,3
Niger	62,0	0,0	374,7	275,5	268,3	0,0	0,0
Sénégal	40 506,8	29 421,4	28 721,2	32 643,9	30 648,0	37 100,2	46 879,2
Togo	1 222,3	79,5	2 270,9	1 870,4	595,5	400,4	24,4
UEMOA	47 292,8	37 089,5	39 301,1	39 940,7	43 215,6	38 871,7	47 129,0

Source : BCEAO.

Sur la base des données officielles enregistrées par les services douaniers, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA seraient constituées principalement de produits alimentaires (41,2%), de biens intermédiaires (25,6%), de produits pétroliers (19,0%) et de biens et équipements (6,1%). En 2013, les importations de produits alimentaires ont concerné principalement les produits laitiers, le riz et le blé. Les biens intermédiaires importés portent principalement sur les matériaux de construction, notamment le ciment.

Graphique 6 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union



Source : BCEAO.

L'Europe, principalement, l'Union Européenne est ressortie au second rang des fournisseurs de la Guinée-Bissau. Sa part dans les importations totales est évaluée à 32,0% en 2013 contre 42,4% en 2012. Les importations du pays en provenance de cette région sont effectuées principalement dans la Zone euro, spécifiquement au Portugal qui est le second pays fournisseur de la Guinée-Bissau avec une part dans les importations totales du pays estimée à 24,8%. Les importations en provenance de l'Union Européenne sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (Huiles de pétrole, gazole, essences, Gaz), de produits alimentaires (blé et boisson essentiellement), et de biens d'équipements (matériaux de transport, machines et appareils mécaniques et électriques).

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz en provenance du Pakistan et les achats de biens d'équipements et intermédiaires en provenance du Japon, de la Chine, de l'Inde et des Emirats arabes unis. Ces acquisitions ont représenté 11,9% des importations totales en 2013, 14,0% en 2012 et en 2011 contre 13,4% en 2010.

Les achats en provenance du continent américain ont représenté 1,7% du total des importations en 2013 contre 1,6% en 2012. Le Brésil demeure le premier partenaire de l'Union dans le continent américain avec une part dans les importations totales du pays estimée à 1,0% en 2013 contre 1,6% en 2012. Les États-Unis suivent, au niveau du continent américain, avec une part moyenne de 0,6% en 2013 contre 0,3% en 2012.

Tableau 11 : Ventilation géographique des importations de marchandises

	2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EUROPE	24 707,3	26,9%	35 927,5	35,4%	46 161,3	41,6%	45 656,0	40,3%	63 118,1	46,5%	46 365,5	43,0%	35 442,3	32,8%
U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)	24 584,7	26,8%	35 649,6	35,1%	45 983,9	41,4%	44 710,4	39,5%	62 569,0	46,1%	45 796,6	42,4%	34 564,9	32,0%
Belgique	108,6	0,1%	836,0	0,8%	155,3	0,1%	378,1	0,3%	724,8	0,5%	230,5	0,2%	139,8	0,1%
France	717,4	0,8%	2 589,1	2,6%	4 646,7	4,2%	9 266,0	8,2%	6 816,1	5,0%	3 548,1	3,3%	701,4	0,7%
Allemagne	0,0	0,0%	1 197,2	1,2%	1 376,3	1,2%	1 052,3	0,9%	1 614,6	1,2%	250,2	0,2%	581,5	0,5%
Italie	332,8	0,4%	290,8	0,3%	322,1	0,3%	880,9	0,8%	1 341,4	1,0%	602,8	0,6%	741,4	0,7%
Pays-Bas	4 025,1	4,4%	4 183,2	4,1%	7 256,8	6,5%	4 507,0	4,0%	4 773,9	3,5%	3 601,1	3,3%	3 668,9	3,4%
Portugal	17 912,7	19,5%	24 602,9	24,2%	27 700,5	24,9%	27 185,1	24,0%	43 431,3	32,0%	35 573,9	33,0%	26 771,8	24,8%
Espagne	1 488,1	1,6%	1 950,4	1,9%	4 526,3	4,1%	1 440,9	1,3%	3 866,9	2,8%	1 990,0	1,8%	1 960,0	1,8%
AUTRES PAYS DE L'UE	36,7	0,0%	96,4	0,1%	95,1	0,1%	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%	52,8	0,0%
Royaume-Uni	36,7	0,0%	96,4	0,1%	95,1	0,1%	401,1	0,4%	94,2	0,1%	57,6	0,1%	52,8	0,0%
AUTRES PAYS D'EUROPE	85,9	0,1%	181,5	0,2%	82,3	0,1%	544,6	0,5%	454,9	0,3%	511,3	0,5%	824,6	0,8%
Suisse	10,5	0,0%	157,4	0,2%	36,4	0,0%	330,0	0,3%	118,9	0,1%	23,1	0,0%	87,4	0,1%
Turkie	0,0	0,0%	24,1	0,0%	45,9	0,0%	214,6	0,2%	306,6	0,2%	488,1	0,5%	737,2	0,7%
Russie	75,3	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,4	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
AFRIQUE	49 746,1	54,2%	38 812,9	38,2%	41 350,7	37,2%	42 177,3	37,3%	45 509,6	33,5%	41 521,7	38,5%	51 205,0	47,5%
UEMOA	47 292,8	51,6%	37 089,5	36,5%	39 301,1	35,4%	39 940,7	35,3%	43 215,6	31,8%	38 871,7	36,0%	47 639,1	44,2%
Bénin	4,6	0,0%	6,1	0,0%	2 828,6	2,5%	1 003,1	0,9%	1 106,0	0,8%	316,9	0,3%	85,4	0,1%
Burkina	32,3	0,0%	62,7	0,1%	22,9	0,0%	606,8	0,5%	185,2	0,1%	13,3	0,0%	24,4	0,0%
Côte d'Ivoire	5 129,9	5,6%	6 412,2	6,3%	3 292,2	3,0%	1 499,4	1,3%	557,3	0,4%	389,5	0,4%	221,3	0,2%
Mali	334,9	0,4%	1 107,6	1,1%	1 790,6	1,6%	2 041,6	1,8%	9 855,3	7,3%	651,4	0,6%	372,2	0,3%
Niger	62,0	0,1%	0,0	0,0%	374,7	0,3%	275,5	0,2%	268,3	0,2%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Sénégal	40 506,8	44,2%	29 421,4	29,0%	28 721,2	25,9%	32 643,9	28,8%	30 648,0	22,6%	37 100,2	34,4%	46 879,2	43,4%
Togo	1 222,3	1,3%	79,5	0,1%	2 270,9	2,0%	1 870,4	1,7%	595,5	0,4%	400,4	0,4%	56,6	0,1%
CEDEAO (hors UEMOA)	1 921,7	2,1%	867,2	0,9%	1 432,8	1,3%	1 408,2	1,2%	1 440,7	1,1%	1 431,5	1,3%	2 388,8	2,2%
Cap - Vert	14,4	0,0%	13,0	0,0%	27,3	0,0%	233,6	0,2%	251,0	0,2%	234,1	0,2%	388,2	0,4%
Gambie	1 700,8	1,9%	663,5	0,7%	1 000,4	0,9%	873,0	0,8%	868,4	0,6%	1 021,4	0,9%	1 404,6	1,3%
Ghana	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	31,5	0,0%	11,0	0,0%
R. Guinée	206,6	0,2%	190,8	0,2%	405,1	0,4%	301,6	0,3%	321,3	0,2%	139,6	0,1%	65,1	0,1%
Nigéria	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,9	0,0%	519,9	0,5%
CEMAC	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	48,4	0,0%	0,0	0,0%
Cameroun	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	48,4	0,0%	0,0	0,0%
Gabon	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	531,6	0,6%	856,2	0,8%	616,8	0,6%	828,4	0,7%	849,1	0,6%	1 170,1	1,1%	1 177,1	1,1%
Algérie	231,7	0,3%	506,1	0,5%	12,2	0,0%	3,0	0,0%	90,6	0,1%	290,5	0,3%	0,0	0,0%
Angola	0,0	0,0%	0,0	0,0%	16,7	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Libye	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Mauritanie	90,9	0,1%	45,0	0,0%	10,7	0,0%	13,3	0,0%	50,9	0,0%	57,4	0,1%	32,0	0,0%
Maroc	146,5	0,2%	100,4	0,1%	349,8	0,3%	371,0	0,3%	502,0	0,4%	315,2	0,3%	996,3	0,9%
Afrique du Sud	0,0	0,0%	170,1	0,2%	106,7	0,1%	152,6	0,1%	174,7	0,1%	496,1	0,5%	57,7	0,1%
Tunisie	10,6	0,0%	34,6	0,0%	113,7	0,1%	178,9	0,2%	20,0	0,0%	10,8	0,0%	4,1	0,0%
Egypte	51,9	0,1%	0,0	0,0%	6,9	0,0%	109,6	0,1%	11,0	0,0%	0,0	0,0%	87,1	0,1%
AMERIQUE	2 644,1	2,9%	3 752,9	3,7%	5 741,2	5,2%	6 790,8	6,0%	4 794,0	3,5%	1 779,0	1,6%	1 803,9	1,7%
Antigua	459,2	0,5%	721,3	0,7%	370,9	0,3%	1 041,1	0,9%	303,8	0,2%	0,0	0,0%	15,6	0,0%
Argentine	208,9	0,2%	152,1	0,1%	688,0	0,6%	57,5	0,1%	18,8	0,0%	3,8	0,0%	0,0	0,0%
Brésil	1 333,9	1,5%	2 733,3	2,7%	4 127,8	3,7%	3 809,6	3,4%	3 457,9	2,5%	1 426,9	1,3%	1 101,0	1,0%
Canada	0,0	0,0%	5,9	0,0%	15,7	0,0%	5,3	0,0%	10,8	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Cuba	0,3	0,0%	6,3	0,0%	0,4	0,0%	5,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Panama	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Etats-Unis	641,8	0,7%	134,0	0,1%	538,4	0,5%	1 872,3	1,7%	1 002,7	0,7%	348,2	0,3%	687,3	0,6%
ASIE	11 776,8	12,8%	14 099,8	13,9%	15 833,0	14,3%	15 189,9	13,4%	18 980,0	14,0%	15 066,8	14,0%	12 814,9	11,9%
Chine	293,7	0,3%	512,6	0,5%	2 979,6	2,7%	3 326,9	2,9%	1 781,0	1,3%	1 895,6	1,8%	872,8	0,8%
Inde	1 521,7	1,7%	337,8	0,3%	303,8	0,3%	821,2	0,7%	764,0	0,6%	3 698,3	3,4%	3 871,8	3,6%
Japon	1 663,2	1,8%	1 827,3	1,8%	3 250,7	2,9%	3 598,4	3,2%	3 887,9	2,9%	657,8	0,6%	226,1	0,2%
Corea	49,8	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	29,3	0,0%	17,4	0,0%	32,3	0,0%
Liban	49,0	0,1%	32,1	0,0%	18,6	0,0%	66,0	0,1%	125,7	0,1%	102,7	0,1%	148,8	0,1%
Malaisie	194,3	0,2%	175,7	0,2%	258,9	0,2%	291,1	0,3%	265,4	0,2%	77,9	0,1%	835,8	0,8%
Pakistan	832,3	0,9%	189,5	0,2%	765,0	0,7%	2 288,0	2,0%	1 854,3	1,4%	5 825,6	5,4%	5 197,4	4,8%
Singapour	1 128,7	1,2%	277,9	0,3%	460,2	0,4%	690,5	0,6%	540,5	0,4%	235,9	0,2%	410,4	0,4%
Vietnam	88,6	0,1%	2 840,7	2,8%	3 864,8	3,5%	2 111,3	1,9%	6 379,5	4,7%	168,7	0,2%	464,5	0,4%
Thaïlande	5 376,2	5,9%	6 992,9	6,9%	2 985,5	2,7%	915,9	0,8%	1 311,5	1,0%	59,7	0,1%	70,2	0,1%
Emirats Arabes Unis	579,1	0,6%	913,2	0,9%	945,8	0,9%	1 080,7	1,0%	2 040,9	1,5%	1 830,2	1,7%	470,4	0,4%
Indonésie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	497,0	0,5%	214,4	0,2%
AUTRES PAYS	2 860,5	3,1%	8 889,3	8,8%	1 998,3	1,8%	3 391,7	3,0%	3 365,8	2,5%	3 167,1	2,9%	3 764,2	3,5%
TOTAL GENERAL	91 734,8	100,0%	101 482,4	100,0%	111 084,5	100,0%	113 205,7	100,0%	135 767,5	100,0%	107 900,0	100,0%	105 030,4	100,0%
EUROPE	24 707,3	26,9%	35 927,5	35,4%	46 161,3	41,6%	45 656,0	40,3%	63 118,1	46,5%	46 365,5	43,0%	35 442,3	33,7%
AFRIQUE	49 746,1	54,2%	38 812,9	38,2%	41 350,7	37,2%	42 177,3	37,3%	45 509,6	33,5%	41 521,7	38,5%	51 205,0	48,8%
AMERIQUE	2 644,1	2,9%	3 752,9	3,7%	5 741,2	5,2%	6 790,8	6,0%	4 794,0	3,5%	1 779,0	1,6%	1 803,9	1,7%
ASIE	11 776,8	12,8%	14 099,8	13,9%	15 833,0	14,3%	15 189,9	13,4%	18 980,0	14,0%	15 066,8	14,0%	12 814,9	12,2%

1.2 - BALANCE DE SERVICES

En 2013, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 24.250,3 millions contre 25.946,5 millions l'année précédente, affichant ainsi une légère amélioration, qui résulte d'une amélioration du solde des « transports » et des « Voyages » dont l'effet a été atténué par la détérioration du solde des « Autres services ».

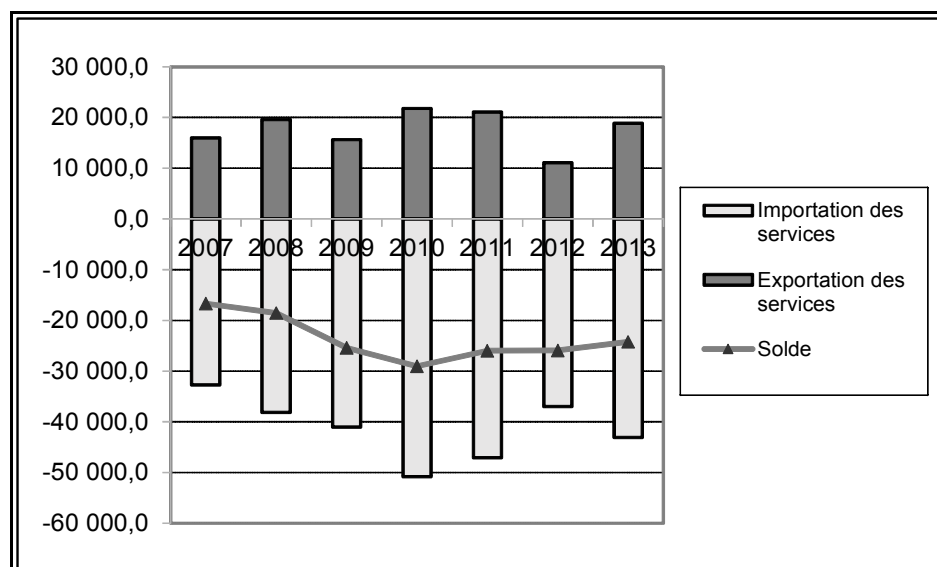
Tableau 12 : Evolution de la balance des services

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-11 464,2	-14 333,7	-14 441,6	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3	-14 902,6
<i>Dont fret</i>	-11 267,8	-14 150,2	-14 289,5	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9	-12 804,7
Voyage	-5 662,6	-3 299,2	-6 538,9	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8	-4 833,9
Autres services	440,7	-899,8	-4 562,0	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4	-4 513,8
Total services nets	-16 686,1	-18 532,7	-25 542,4	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3

Source : BCEAO.

Les importations de services ont connu une hausse de 6.075,1 millions et les exportations de services ont progressé de 7.771,3 millions.

Graphique 7 : Evolution de la balance des services (en millions de FCFA)



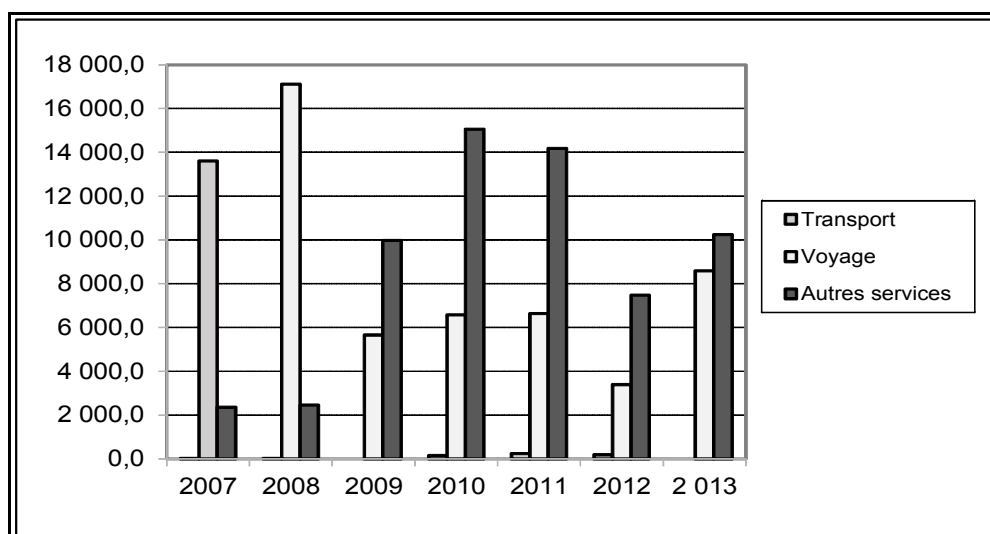
Source : BCEAO.

1.2.1 - Exportations de services

Les exportations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste « voyage », en rapport avec une meilleure prise en compte de recettes touristiques. Les autres services ont aussi enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services financiers et de télécommunications, à la faveur du développement enregistré dans le secteur de téléphonie mobile et l'installation de nouvelles banques en Guinée-Bissau.

En 2013, les exportations de services ont progressé après une forte baisse enregistrée en 2012. Elles ont atteint 18.842,4 millions contre 11.071,1 millions en 2012. Le poste « voyages » a enregistré une hausse, se situant à 8 592 millions en 2013 contre 3 393,1 millions en 2012, en rapport avec la hausse des recettes touristiques, qui traduit un retour progressif à la normale après la baisse de 95,5% observée en 2012. Les « autres services » ont également progressé, passant de 7.786 millions en 2013 à 10.250,4 millions en 2012, en rapport avec une hausse des recettes enregistrées au titre des exportations de services de télécommunication. Le poste « transport » reste marginal.

Graphique 7 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)



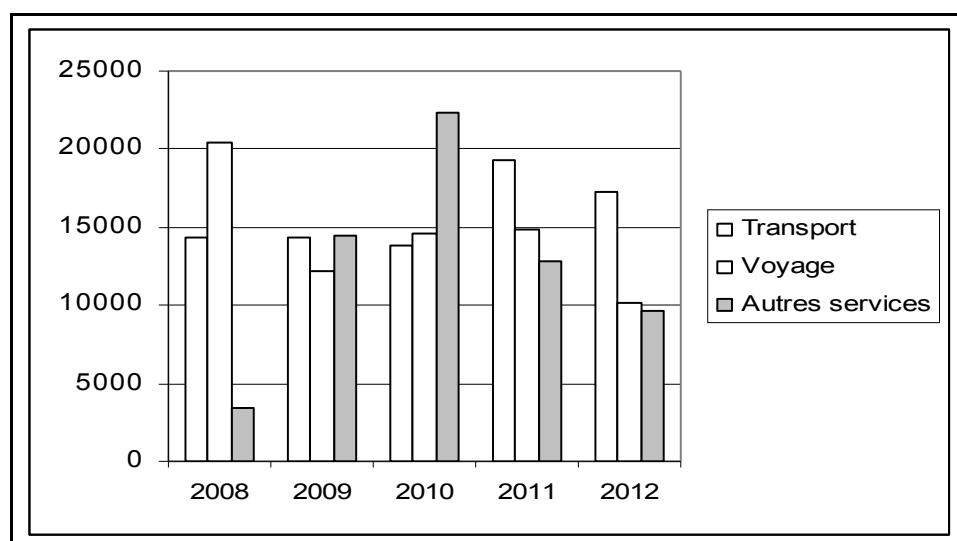
Source : BCEAO.

1.2.2 - Importations de services

Les importations de services ont enregistré une forte hausse à partir de 2008, particulièrement au niveau du poste Voyage. Les autres services ont également enregistré une importante hausse à partir de 2009, en rapport avec la progression des services (services juridiques, services de comptabilité, conseil aux entreprises, services de publicité, études de marchés) supportés par les entreprises notamment celles opérant dans les secteurs des télécommunications et financiers.

En 2013, les importations de services se sont situées à 43.092,7 millions contre 37.017,6 millions en 2012, soit une hausse de 6.075,1 millions. Le poste « Transport » qui représente 34,6% des importations de services a baissé de 2.352,7 millions, en rapport avec le recul du Fret, induit par le repli des importations. Le poste « Voyage » qui représente 31,2% des importations de services, a enregistré un accroissement de 3.304,2 se situant à 13.426,1 millions en 2013 contre 10.124,9 millions en 2012. S'agissant des importations d'autres services, elles ont progressé de 5.123,6 millions, en rapport avec une hausse des importations de services de télécommunication et d'informatique.

Graphique 8 : Structure des importations de services (en millions de FCFA)



Source : BCEAO.

1.3 - Compte des revenus primaires

La balance des revenus primaires est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. Le déficit s'est réduit en 2013 après une importante hausse enregistrée en 2012, pour se situer à 3.963,2 millions en 2013 contre 16.864,2 millions en 2012. Cette situation est liée essentiellement à une réduction du déficit du solde des revenus des investissements, qui est passé de 15.021,9 millions en 2012 à 3.654,2 millions en 2013, en rapport avec la baisse des versements de bénéfices et dividendes aux investisseurs non résidents notamment par les entreprises exportatrices de noix de cajou. Le solde des revenus du travail est ressorti à -309,0 millions contre -1.810,3 millions l'année précédente, en liaison avec une progression des revenus des travailleurs saisonniers².

Tableau 13 : Revenus primaires

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	-76,7	-143,2	-57,0	861,5	-244,0	-1 810,3	-309,0
Revenus des investissements	-4 666,2	-6 437,2	-5 222,5	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9	-3 654,2
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>-4 772,0</i>	<i>-6 318,0</i>	<i>-5 493,0</i>	<i>-500,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,0	0,0
Revenu primaire net	-4 742,8	-6 580,4	-5 279,6	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2

Source : BCEAO.

² Les revenus des travailleurs migrants sont évalués à partir des transferts privés en utilisant les résultats issus de l'enquête sur les envois des fonds des travailleurs qui indiquent que 5,9% du montant des transferts privés reçus sont réalisés par des travailleurs saisonniers et 3,7% des transferts émis du pays sont réalisés par des travailleurs saisonniers.

1.4 - Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché un recul en 2013, se fixant à 17.112,4 millions contre 26.045,4 millions en 2012.

Tableau 14 : Revenus secondaires

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	16 992,7	28 689,9	31 354,2	14 205,0	17 314,0	11 911,0	1 861,7
Autres secteurs	18 923,4	15 179,8	15 192,4	15 536,9	11 815,0	14 134,4	15 250,8
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>18 616,8</i>	<i>14 785,9</i>	<i>13 681,2</i>	<i>12 130,5</i>	<i>10 697,0</i>	<i>12 363,0</i>	<i>12 363,0</i>
Revenu secondaire net	35 916,1	43 869,7	46 546,6	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4

Source : BCEAO.

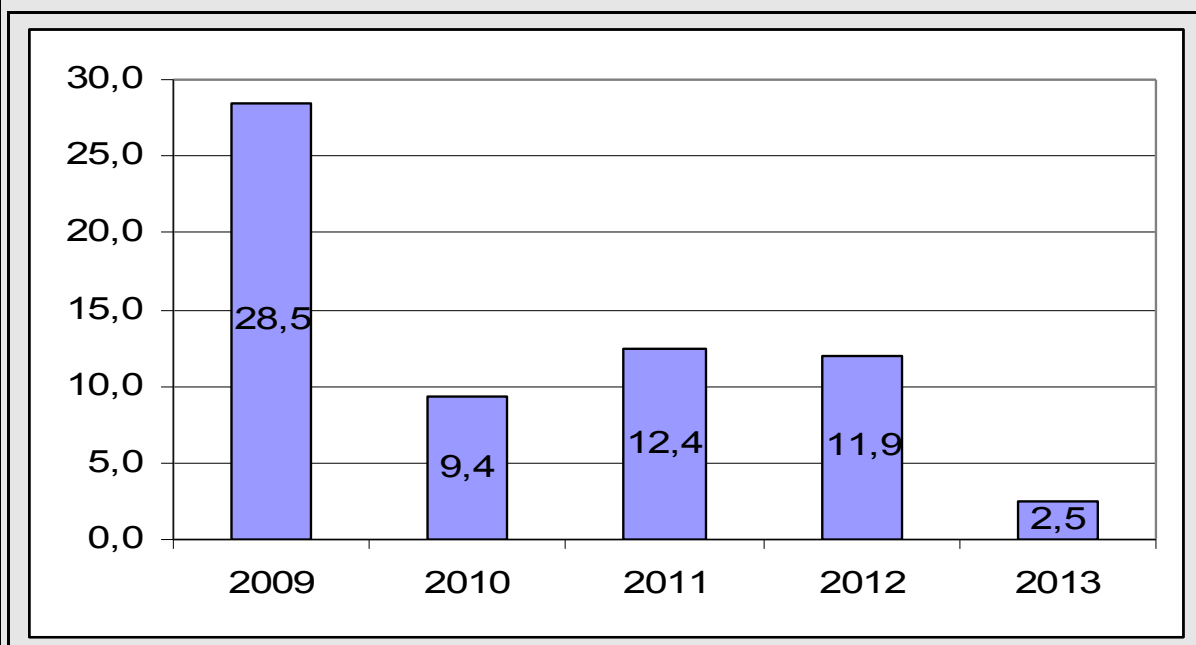
Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2013 à 1.861,7 millions contre 11.911,0 millions en 2012, en rapport avec la forte baisse des appuis budgétaires. Le solde des transferts privés³ nets s'est amélioré, en rapport avec une hausse des transferts privés reçus des travailleurs migrants plus importante que ceux émis. En effet, les transferts reçus en 2013 se sont situés à 27.553,0 millions contre 23.162,3 en 2012 millions, soit une hausse de 19,0%. S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 12.797,1 millions en 2013 contre 10.798,8 millions en 2012, soit une hausse de 18,5%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal, de la France, de l'Espagne, du Royaume Unis, des autres pays de l'UEMOA, notamment du Sénégal, et du Brésil. Les transferts émis sont destinés principalement au Portugal, au Sénégal et au Brésil.

³ Une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants a été réalisée en 2011 et les résultats de cette enquête ont permis une meilleure prise en compte de ces flux, dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements. En 2013, les données sur ces flux ont été collectées auprès des banques de la place et de la seule société financière qui réalise ces opérations en Guinée-Bissau (SOFIB). En dehors de ces circuits officiels, les ménages passent également par des canaux informels pour réaliser des transferts ou recevoir des fonds. Ces flux sont pris en compte dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, en utilisant les résultats issus de l'enquête réalisée en 2011.

Encadré 1 : Evolution des appuis budgétaires mobilisés entre 2009-2013

L'évolution des appuis budgétaires reçus par la Guinée-Bissau a été très volatile. En 2009, les appuis budgétaires ont atteint un montant record de 28,5 milliards de FCFA, sous l'impulsion des ressources reçues de la FED (13,7 milliards), avant d'enregistrer une forte baisse en 2010 pour se fixer à 9,4 milliards de FCFA. En 2011, ces ressources se sont situées à 12,4 milliards, en hausse de 31,9% par rapport à 2010. Suite aux événements intervenus le 12 avril 2012 avec la suspension des relations avec l'UE, la BM, le FMI et la BAD, les appuis budgétaires sont inscrits à la baisse. En 2012, la baisse a été relativement faible du fait des appuis exceptionnels reçus des institutions communautaires sous régionales (CEDEAO, UEMOA). En revanche, le recul de la mobilisation des appuis budgétaires s'est accentué en 2013 où ils sont ressortis à 2,5 milliards contre 11,9 milliards un an plutôt. En 2013, ces ressources ont été mobilisées exclusivement auprès de la CEDEAO.

Evolution des appuis budgétaires mobilisés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)



Sources : Ministère des Finances.

II - COMPTE DE CAPITAL

2.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). A l'instar de l'année précédente, aucune transaction importante n'a été enregistrée sur ce poste en 2013.

2.2 - Transferts de capital

Le solde du compte de capital affiche une relative stabilité, s'établissant à 15.822,1 millions de FCFA en 2013 contre 15.863,0 millions de FCFA l'année précédente. Les transferts destinés au financement de certains projets publics ont enregistré une baisse, en conséquence de la crise post-électorale qui a amené certains partenaires financiers à poursuivre le financement des projets dans les secteurs tels que l'éducation et la santé, à travers des ONGs. Cette situation explique la forte hausse des transferts reçus par les autres secteurs, principalement les ONGs. Avec la suspension depuis avril 2012 des financements de l'U.E, de la B.AD et de la BM, les projets de l'Etat ayant bénéficié des financements en 2013 sont principalement la construction du siège de la Commission de l'UEMOA, la poursuite des travaux de réhabilitation de la route Mansoa-Farim (BOAD) et la réhabilitation du palais présidentiel (Chine).

Tableau 15 : Compte de capital

(en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1
Administration publique	15 349,5	16 464,6	32 499,4	485 427,5	25 700,0	15 900,0	8 816,0
<i>Dont remises de dettes</i>	5 351,2	2 009,9	32 499,4	484 447,1	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	38,3	0,0	978,9	0,0	1 258,0	-37,0	7 006,1
Solde du compte de capital	15 387,8	16 464,6	33 478,4	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1

Source : BCEAO.

III - COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-a-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2007 à 2013.

Tableau 16 : Compte financier*(en millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-8 891,6	-2 672,5	-8 335,1	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2	-9 701,9
Investissements de portefeuille	-498,2	-250,7	14,3	44,6	-16,1	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	498,2	-10 331,8	1 007,4	449 768,8	2 715,8	5 146,9	-6 169,7
Solde du compte du compte financier	-8 891,6	-13 254,9	-7 313,4	436 093,5	-8 703,3	1 688,7	-15 871,6

Source : BCEAO.

3.1 - Investissements directs étrangers

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2013, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le stock des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, se sont accrus de 9.701,9 millions en 2013 contre 3.458,2 millions en 2012. Rapporté au PIB, les flux nets d'investissements directs se situent à 1,7% en 2013 contre 0,7% en 2012. L'accroissement des IDE est impulsé par la construction en cours du complexe hôtelier dont le coût global est évalué à 30,0 milliards de FCFA. Au total, en 2013, les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont le secteur commercial et surtout le secteur hôtelier et les bâtiments. Ces participations directes proviennent principalement de Guinée équatoriale (5.000,0 millions), des autres pays de la zone UEMOA (2.927,0 millions) et de l'Espagne (1.167,4 millions). Par instruments, ces flux sont induits par les renforcements des capitaux propres à hauteur de 7.344,1 millions et les reports à nouveau à hauteur de 1.319,3 millions. Les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts sont restés marginales.

Tableau 17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

(en millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013
EUROPE	-422,8
UNION EUROPEENNE	-422,8
ZONE EURO	-422,8
Espagne	1 167,4
France	-13,5
Portugal	-1 576,7
Union Européenne hors Zone euro	995,7
Royaume-Uni	995,7
AFRIQUE	7 927,0
UEMOA	2 927,0
Côte d'Ivoire	77,4
Mali	-113,1
Niger	2 065,8
Sénégal	356,0
Togo	540,9
CEMAC	5 000,0
Guinée équatoriale	5 000,0
Autres	1 201,8
Total	9 701,7

Source : BCEAO.

Encadré 2 : Evolution du dispositif de l'Union en matière de suivi des investissements directs étrangers (IDE)

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédit commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos Etats, en permettant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

3.2 - Investissements de portefeuille

Au cours de la même période, les transactions au titre des investissements de portefeuille n'a enregistré aucun montant.

3.3 - Dérivés financiers

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

3.4 - Autres investissements

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, les transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. Le solde net de 2013 des autres investissements s'est amélioré de -6.169,7 millions, en rapport avec l'encaissement de recettes issues des exportations de la noix de cajou réalisées en 2012 et les décaissements reçus par l'Etat auprès de la BOAD dans le cadre du financement du projet d'appui à la sécurité alimentaire, de la réhabilitation et l'élargissement de la route « Mansoa- Farim » et du projet de promotion de la production du riz.

IV - CAPITAUX MONETAIRES

4.1 - Avoirs et engagements de la Banque centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont établis à 70.911,7 millions en 2013 contre 64.0927,7 millions en 2012, traduisant ainsi une amélioration de 6.904,5 millions. Ainsi, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 81.783,0 millions en 2012 à 88.297,4 millions au titre de l'année 2013, indiquant une amélioration de la position créditrice de la Guinée-Bissau en compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale. S'agissant des engagements extérieurs bruts de la Banque Centrale, ils enregistrent une relative stabilité, se fixant à 8.564,0 millions en 2013.

4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des banques et des autres Institutions Monétaires en 2013 est ressortie créditrice de 27.759,3 millions contre 23.856,3 millions l'année précédente, soit une amélioration de 3.903,0 millions. Cette évolution résulte d'une hausse de 3.382,0 millions des avoirs des banques et d'un recul des engagements de 521,0 millions.

4.3 - Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations de la position créditrice de la Banque Centrale et de celle des banques de dépôts ont conduit à un solde excédentaire de 10 722,0 millions contre un déficit de 33.087,9 millions un an auparavant.

Tableau 18 : Correspondance des statistiques monétaires et celles de la balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	Variation
I- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BCEAO				
Avoirs				
- Statistiques monétaires	112 409,3	81 783,3	88 297,4	6 514,1
- Position de réserve	1 042,4	141,7	-86,3	-228,0
- DTS détenus	-9 641,0	-9 641,0	-9076,9	564,1
- Ajustement	-784,2	287,2	341,5	54,3
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	103 026,5	72 571,2	79 475,7	6 904,5
Engagements				
- Statistiques monétaires	16 980,8	16 793,0	16 215,0	-578,0
- Allocation de DTS	10 588,8	10 404,1	9 971,1	-433,0
- Ajustement	1 991,1	2 089,6	2 320,1	230,5
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	8 383,1	8 478,5	8 564,0	85,5
II- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES BANQUES DE DEPÔTS				
Avoirs				
- Statistiques monétaires	44 315,0	28 777,0	29 673,0	896,0
- Débiteurs divers	295,0	181,0	238,0	57,0
- Billets externes UMOA	3 294,0	3 279,0	2 271,0	-1 008,0
- Ajustements	1 812,0	2 846,0	3 512,0	666,0
Total avoirs -Statistiques de la Balance des Paiements	49 716,0	35 083,0	35 694,0	611,0
Engagements				
- Statistiques monétaires	20 452,0	9 231,0	6 883,0	-2 348,0
- Ajustements	2 758,0	1 995,7	2000	4,3
Total engagements - statistiques de la Balance des Paiements	23 210,0	11 226,7	10 705,7	-521,0

Source : BCEAO.

V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 - Evolution de la position extérieure globale nette

A fin 2013, la position extérieure globale nette de l'Union s'est établie à -146.843,0 millions contre -142.500,1 millions en 2012, soit une détérioration de 4.343,0 milliards, du fait d'une augmentation des engagements extérieurs, plus rapide que celle des créances sur l'étranger au cours de la période.

Les créances se sont établies à 156.476,8 millions à fin 2013, en hausse de 16.192,5 millions par rapport à 2012. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse de 7.895,0 millions des placements au titre des investissements de portefeuille, soutenue par les achats de titres publics par les banques locales. De même, le stock des avoirs de réserve a connu une augmentation de 6.514,1 millions, en ressortant à 88.297,4 millions à fin 2013 contre 81.783,3 millions un an plus tôt.

S'agissant du stock d'engagements, il s'est établi à 303.319,8 millions à fin 2013, en hausse de 20.535,3 millions (19,3%) par rapport à l'année précédente, en liaison essentiellement avec l'augmentation des investissements directs dans le pays et l'accroissement du stock d'engagements au titre des prêts (l'encours de la dette publique extérieure, y compris les engagements envers le FMI a notamment augmenté de 12 535,3 à fin 2013).

5.2 - Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu essentiellement par la Banque Centrale à travers les avoirs de réserves qui représentent 56,4% du total des actifs financiers. Les autres institutions de dépôts détiennent 13,8% du stock des avoirs financiers contre 29,8,0% pour les autres sociétés dont les avoirs sont constitués principalement de dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu principalement par l'Administration publique et les sociétés non financières. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers. Le stock des IDE a progressé en 2013 pour atteindre 86 584,5 millions de FCFA. Les principaux secteurs bénéficiaires sont les télécommunications, le secteur bancaire, le secteur commercial et le secteur des BTP.

Tableau 19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
Stock d'actifs financiers	88 297,4	21 539,0	0,0	109 836,4	251,0	46 389,4	156 476,8
Investissements directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 403,3	3 403,3
Investissements de portefeuille	0,0	9 930,0		9 930,0	0,0	0,0	9 930,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	11 609,0		11 609,0	251,0	42 986,0	54 846,0
Avoirs de réserves	88 297,4	0,0	0,0	88 297,4	0,0	0,0	88 297,4
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	9 076,9	0,0	0,0	9 076,9	0,0	0,0	9 076,9
Position de réserve au FMI	-86,3	0,0	0,0	-86,3	0,0	0,0	-86,3
Autres avoirs de réserve	79 306,8	0,0	0,0	79 306,8	0,0	0,0	79 306,8
							0,0
Stocks de passifs financiers	16 215,0	137,2	199 851,1	216 203,3	0,0	87 116,5	303 319,8
Investissements directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86 584,5	86 584,5
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO.

5.3 - Structure géographique de la position extérieure globale

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette de l'UEMOA à fin 2013, fait ressortir une situation débitrice aussi bien avec la Zone euro qu'avec les autres régions du monde, en raison de la faiblesse des créances détenues sur l'extérieur par rapport aux engagements. Au niveau du stock d'actifs financiers, la quasi-totalité est détenue sur les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone Euro. S'agissant du stock de passifs financiers, 24,3% sont détenus par les opérateurs résidents dans les autres pays de l'UEMOA, 22,6% par ceux de la zone Euro et 53,1% par ceux des autres pays.

Tableau 20 : Répartition géographique de la position extérieure globale nette

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	140 284,3	-380,4	156 476,8
EURO	0,0	0,0	0,0
UEMOA	-23 228,13	10	19 286,3
AUTRES	163 512,42	-390,40	137 190,5
Stocks de passifs financiers	282 784,4	-663,5	303 319,8
EURO	67 746	0	68 683,0
UEMOA	58 754,51	0,0	73 608,2
AUTRES	156 283,90	-663,50	161 028,6
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-142 500,1	283,1	-146 843,0

Source : BCEAO.

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures est ressortie plus favorable en 2013. Les échanges extérieurs du pays se sont soldés par un excédent de 10,7 milliards, après un déficit record de 33,2 milliards en 2012. Cette évolution est liée à la hausse du volume de noix de cajou exporté dans un contexte marqué par une atonie de la demande intérieure qui s'est traduite par un recul des importations. Les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents ont également contribué à cette tendance. L'économie reste tout de même marquée par un déficit structurel du compte courant, induit principalement par la faiblesse des exportations de biens et services par rapport aux importations. La forte prédominance de la noix de cajou dans les exportations du pays accentue la vulnérabilité du pays face aux chocs externes alors que le déficit en infrastructure de base et l'instabilité socio-politique récurrente ne favorisent pas une mobilisation importante de flux de capitaux privés étrangers.

Dans ces conditions, il est important de promouvoir la diversification de la base productive afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des exportations de la noix de cajou, à travers notamment la conduite des réformes visant l'amélioration de la qualité de l'environnement des affaires pour attirer les capitaux privés et favoriser la valorisation des potentialités offertes par les filières agricoles locales et certains secteurs tels que le tourisme et le secteur minier. Au vu de l'importance du secteur de la noix de cajou, le Gouvernement doit tout de même veiller à une meilleure organisation de la filière, en instaurant des règles susceptibles de renforcer l'implication des banques dans le financement des activités et de permettre aux exportateurs de bénéficier de prix à l'exportation plus favorables. Par ailleurs, dans le cadre du processus d'amélioration des infrastructures de base, les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires devraient s'accroître, ce qui renforce la nécessité de prendre des dispositions pour accroître l'offre locale de produits céréaliers et éviter une forte détérioration de la balance courante.

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale	38
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	43
ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	44
ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	45
ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	46
ANNEXE 6 : Evolution des échanges avec les autres pays de l'UEMOA	47
ANNEXE 7 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	48
ANNEXE 8 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	64

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A - La balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

A1 - Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »¹⁴ selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A2 - Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A3 - Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A4 - Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A5 - Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B - La Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 15,5% et 2,5% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2013. Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

ANNEXE 3 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	130 354,3	156 295,8	-25 941,5
1.A	Biens et services	94 328,0	133 418,7	-39 090,7
1.A.a	Biens	75 485,6	90 326,0	-14 840,4
1.A.a.1	Marchandises générales	75 483,0	90 326,0	-14 843,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	127,0	0,0	127,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2,6	0,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	18 842,4	43 092,7	-24 250,3
1.A.b.3	Transport	0,0	14 902,6	-14 902,6
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,0	2 080,0	-2 080,0
1.A.b.4	Voyage	8 592,2	13 426,1	-4 833,9
1.A.b.0	Autres services	10 250,2	14 764,0	-4 513,8
1.B	Revenus primaires	5 056,8	9 019,9	-3 963,2
1.B.1	Revenus des salariés	3 960,7	4 269,6	-309,0
1.B.2	Revenus des investissements	1 096,1	4 750,3	-3 654,2
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0
1.C	Revenus secondaires	30 969,6	13 857,1	17 112,4
1.C.1	Administrations publiques	2 518,4	656,8	1 861,7
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	18,6	656,8	-638,1
1.C.2	Autres secteurs	28 451,1	13 200,4	15 250,8
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	27 553,0	12 797,1	14 756,0
2	Compte de capital	15 822,1	0,0	15 822,1
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	15 822,1	0,0	15 822,1
2.2.1	Administrations publiques	8 816,0	0,0	8 816,0
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	7 006,1	0,0	7 006,1
3	Compte financier	16 572,9	21 722,4	-5 149,6
3.1	Investissements directs	0,9	9 702,8	-9 701,9
3.2	Investissements de portefeuille	7 895,0	0,0	7 895,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	1 772,5	12 019,6	-10 247,2
3.5	Avoirs de réserves	6 904,5	0,0	6 904,5
6	Erreurs et omissions nettes	-129 603,5	-134 573,3	4 969,8

Source : BCEAO.

ANNEXE 4 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	130 354,3	156 295,8	-25 941,5
1.A	Biens et services	94 328,0	133 418,7	-39 090,7
1.A.a	Biens	75 485,6	90 326,0	-14 840,4
1.A.a.1	Marchandises générales	75 483,0	90 326,0	-14 843,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	127,0	0,0	127,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2,6	0,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	18 842,4	43 092,7	-24 250,3
1.A.b.3	Transport	0,0	14 902,6	-14 902,6
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,0	12 804,7	-12 804,7
1.A.b.4	Voyage	8 592,2	13 426,1	-4 833,9
1.A.b.0	Autres services	10 250,2	14 764,0	-4 513,8
1.B	Revenus primaires	5 056,8	9 019,9	-3 963,2
1.B.1	Revenus des salariés	3 960,7	4 269,6	-309,0
1.B.2	Revenus des investissements	1 096,1	4 750,3	-3 654,2
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0
1.C	Revenus secondaires	30 969,6	13 857,1	17 112,4
1.C.1	Administrations publiques	2 518,4	656,8	1 861,7
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	18,6	656,8	-638,1
1.C.2	Autres secteurs	28 451,1	13 200,4	15 250,8
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	23 163,0	10 800,0	12 363,0
2	Compte de capital	15 822,1	0,0	15 822,1
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	15 822,1	0,0	15 822,1
2.2.1	Administrations publiques	8 816,0	0,0	8 816,0
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	7 006,1	0,0	7 006,1
3	Compte financier	6 286,4	22 157,9	-15 871,6
3.1	Investissements directs	0,9	9 702,8	-9 701,9
3.2	Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	6 285,5	12 455,1	-6 169,7
3.4.0.3	Administration publique	0,0	0,0	0,0
3.4.0.4	Autres secteurs	6 270,2	0,0	6 270,2
			0,0	
6	Erreurs et omissions nettes	-129 603,5	-134 573,3	4 969,8
7	Solde global	10 286,5	-435,5	10 722,0
	Réévaluation	390,4	230,5	159,9
8	Avoirs et engagements extérieurs	-10 676,9	205,0	-10 881,9
8.1	Banque centrale	-7 294,9	-316,0	-6 978,9
8.2	Autres institutions de dépôts	-3 382,0	521,0	-3 903,0

Source : BCEAO.

ANNEXE 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

1	Compte des transactions courantes	-35 039,8	-6 630,0	-42 497,3	-25 941,5
1.A	Biens et services	-63 638,0	-27 025,4	-51 678,5	-39 090,7
1.A.a	Biens	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 840,4
1.A.a.1	Marchandises générales	-34 643,7	-1 046,2	-25 732,0	-14 843,0
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	3 127,2	1 838,0	446,0	127,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0	2,6
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b	Services	-28 994,3	-25 979,2	-25 946,5	-24 250,3
1.A.b.3	Transport	-13 685,2	-19 042,0	-17 063,3	-14 902,6
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-13 581,2	-15 754,0	-14 806,9	-12 804,7
1.A.b.4	Voyage	-8 006,1	-8 249,0	-6 728,8	-4 833,9
1.A.b.0	Autres services	-7 303,0	1 311,8	-2 154,4	-4 513,8
1.B	Revenus primaires	-1 143,7	-8 733,6	-16 864,2	-3 963,2
1.B.1	Revenus des salariés	861,5	-244,0	-1 810,3	-309,0
1.B.2	Revenus des investissements	-2 005,2	-8 489,6	-15 021,9	-3 654,2
1.B.3	Autres revenus primaires	0,0	0,0	-32,0	0,0
1.C	Revenus secondaires	29 742,0	29 129,0	26 045,4	17 112,4
1.C.1	Administrations publiques	14 205,0	17 314,0	11 911,0	1 861,7
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	11 200,0	15 782,0	11 900,0	2 400,0
1.C.2	Autres secteurs	15 536,9	11 815,0	14 134,4	15 250,8
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	12 130,5	10 697,0	12 363,0	12 363,0
2	Compte de capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	485 427,5	26 958,0	15 863,0	15 822,1
2.2.1	Administrations publiques	485 427,5	25 700,0	15 900,0	8 816,0
	<i>Remises de dettes</i>	484 447,1	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	0,0	1 258,0	-37,0	7 006,1
3	Compte financier	436 093,5	-8 703,3	1 688,7	-15 871,6
3.1	Investissements directs	-13 719,8	-11 403,0	-3 458,2	-9 701,9
3.2	Investissements de portefeuille	44,6	-16,1	0,0	0,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	449 768,8	2 715,8	5 146,9	-6 169,7
3.4.0.3	Administration publique	452 457,3	-9 827,0	-7 629,0	0,0
3.4.0.4	Autres secteurs	-2 688,5	12 542,8	12 775,9	6 270,2
6	Erreurs et omissions nettes	-2 114,2	-2 261,7	-4 877,4	4 969,8
7	Solde global	12 180,0	26 769,6	-33 200,4	10 722,0
8	Avoirs et engagements extérieurs	-12 180,0	-26 769,6	33 087,9	-10 881,9
8.1	Banque centrale	-1 985,4	-31 244,3	30 438,2	-6 978,9
8.2	Autres institutions de dépôts	-10 194,6	4 474,7	2 649,7	-3 903,0

Source : BCEAO.

ANNEXE 6 : Evolution des échanges avec les autres pays de l'UEMOA

Evolution des Importations de la Guinée-Bissau en provenance des pays de l'UEMOA (en millions de F CFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	4,6	6,1	2 828,6	1 003,1	1 106,0	316,9	20,4
Burkina	32,3	62,7	22,9	606,8	185,2	13,3	19,9
Côte d'Ivoire	5 129,9	6 412,2	3 292,2	1 499,4	557,3	389,5	180,8
Mali	334,9	1 107,6	1 790,6	2 041,6	9 855,3	651,4	4,3
Niger	62,0	0,0	374,7	275,5	268,3	0,0	0,0
Sénégal	40 506,8	29 421,4	28 721,2	32 643,9	30 648,0	37 100,2	46 879,2
Togo	1 222,3	79,5	2 270,9	1 870,4	595,5	400,4	24,4
UEMOA	47 292,8	37 089,5	39 301,1	39 940,7	43 215,6	38 871,7	47 129,0

Sources : BCEAO, Douanes.

Evolution des exportations de la Guinée-Bissau à destinations des pays de l'UEMOA (en millions de F CFA)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bénin	0,0	9,0	0,2	0,0	0,0	0,0	752,0
Burkina	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	54,5	3,4	198,7	0,0	615,2	272,4	2 146,2
Mali	8,0	0,0	451,6	5 571,4	7 077,0	7 037,8	6 275,7
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	13 448,4	9 966,0	15 451,9	16 458,4	18 303,0	3 595,4	3 653,3
Togo	3,3	3,5	0,0	0,0	0,0	3 630,8	6 318,8
UEMOA	13 514,2	9 981,9	16 126,0	22 029,8	25 995,2	14 536,4	19 146,0

Source : BCEAO, Douanes.

ANNEXE 7 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	132 815,42	156 295,78	-25941,5
Biens et services	94 328	133 418,71	-39 090,71
Biens	75 485,60	90 326	-14 840,40
Marchandises générales, base balance des paiements	75 483	90 326	-14 843
Dont : Réexportations	127	0	127
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce International	2,6	0	2,6
Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	2,6	0	2,6
Biens vendus dans le cadre du négoce International	0	0	0
Or non monétaire	0	0	0
Services	18 842,40	43 092,71	-24 250,31
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques Détenus par des tiers	0	0	0
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	374,77	-374,77
Transport	0	14 902,63	-14 902,63
Fret	0	2 080	-2 080
Voyages	8 592,20	13 426,09	-4 833,89
Travaux de construction	0	0	0

Services d'assurance et de retraite	0	2 341,43	-2 341,43
Services financiers	284	4	280
Commission pour usage de propriété intellectuelle non Incluses ailleurs	0	0	0
Services de télécommunications, d'informatique Et d'information*1	7 234,20	8 521,65	-1 287,45
Autres services aux entreprises	2 615	3 522,14	-907,14
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	117	0	117
Revenu primaire	7 517,85	9 019,94	-3 963,19
Rémunération des salariés	3960,65	4 269,64	-308,99
Revenus des investissements	1 096,10	4 750,30	-3 654,20
Investissements directs	16,1	4 041,60	-4 025,50
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	9,1	4 041,60	-4 032,50
Intérêts	7	0	7
Investissements de portefeuille	1 063	95	968
Revenu des investissements sur titres de Participation et parts De fonds De placement	86	86	0

Intérêts	977	9	968
Autres investissements	17	613,7	-596,7
Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0	0	0
Intérêts	17	613,7	-596,7
Avoirs de réserves	0	0	0
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
Intérêts	0	0	0
Autre revenu primaire	0	0	0
Revenu secondaire	30 969,57	13 857,13	17 112,44
Administrations publiques	2 518,43	656,77	1 861,66
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	9	0	9
Cotisations sociales	0	0	0
Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
Coopération internationale courante	18,63	656,77	-638,14
Transferts courants divers des administrations publiques	2 490,80	0	2 490,80
Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	28 451,14	13 200,36	15 250,78
Transferts personnels (transferts courants entre ménages	27 553,02	12 797,06	14 755,96

Résidents et non résidents)			
Envois de fonds des travailleurs	27 553,02	12 797,06	14 755,96
Autres transferts courants	898,12	403,3	494,82
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0	0	0
Cotisations sociales	0,9	21,16	-20,26
Prestations sociales	0	5	-5
Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0	293,14	-293,14
Indemnités d'assurance dommage	0	84	-84
Coopération internationale courante	0	0	0
Transferts courants divers	897,22	0	897,22
Dont : transferts courants Aux ISBLSM	0	0	0
Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
Compte de capital	15 822,07	0	15 822,07
Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
Transferts de capital	15 822,07	0	15 822,07
Administration publique	8 816	0	8 816
Remises de dette	0	0	0
Autres transferts de capital	8 816	0	8 816

Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 006,07	0	7 006,07
Remises de dette	0	0	0
Autres transferts de capital	7 006,07	0	7 006,07
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	148 637,49	156 295,78	-7 658,29
Compte financier	16 572,89	21 722,44	-5 149,55
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	16 572,89	21 722,44	-5 149,55
Investissement direct	0,91	9 702,80	-9 701,89
Titres de participation et parts de fonds de placement	0	9 702,80	-9 702,80
Titres de participation autres que le réinvestissement Des bénéfices	0	9 179,20	-9 179,20
Investisseur direct dans des entreprises D'investissement direct	0	9 489,20	-9 489,20
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-310	310
Entre entreprises soeurs	0	0	0
Réinvestissement des bénéfices	0	523,6	-523,6
Instruments de dette	0,91	0	0,91
Créances d'un investisseur direct sur des entreprises D'investissement direct	0,91	0	0,91
Créances des entreprises d'investissement direct sur	0	0	0

Un investisseur direct (investissement à rebours)			
Entre entreprises soeurs	0	0	0
Investissements de portefeuille	7 895	0	7 895
Titres de participation et parts de fonds de placement	-20	0	-20
Banque centrale	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-20	0	-20
Autres secteurs	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
Titres de créance	7 915	0	7 915
Banque centrale	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	7 915	0	7 915
À court terme	9 930	0	9 930

À long terme	-2 015	0	-2 015
Administrations publiques	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
Banque centrale	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0

Autres secteurs	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
Options	0	0	0
Contrats à terme	0	0	0
Options sur titres des employés	0	0	0
Autres investissements	1 772,48	12 019,64	-10 247,16
Autres titres de participation	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	2 684,16	-391,9	3 076,06
Banque centrale	0	-74,9	74,9
À court terme	0	-74,9	74,9
À long terme	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-3 586	-317	-3 269
Dont: positions interbancaires	0	0	0
À court terme	-3 586	-317	-3 269

À long terme	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autres secteurs	6 270,16	0	6 270,16
À court terme	6 270,16	0	6 270,16
À long terme	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 270,16	0	6 270,16
À court terme	6 270,16	0	6 270,16
À long terme	0	0	0
Prêts	-1 041	12 331,14	-13 372,14
Banque centrale	0	0,1	-0,1
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0,1	-0,1
Autres prêts à court terme	0	0	0
Autres prêts à long terme	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0

Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
Autres prêts à court terme	0	0	0
Autres prêts à long terme	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 041	0	-1 041
À court terme	-555	0	-555
À long terme	-486	0	-486
Administrations publiques	0	12 535,30	-12 535,30
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
Autres à court terme	0	0	0
Autres à long terme	0	12 535,30	-12 535,30
Autres secteurs	0	-204,26	204,26
À court terme	0	-22,26	22,26
À long terme	0	-182	182
Autres sociétés financières	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-204,26	204,26
À court terme	0	-22,26	22,26
À long terme	0	-182	182

Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
Banque centrale	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
Crédits commerciaux et avances	15,32	0	15,32
Banque centrale	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0

Administrations publiques	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autres secteurs	15,32	0	15,32
À court terme	15,32	0	15,32
À long terme	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15,32	0	15,32
À court terme	15,32	0	15,32
À long terme	0	0	0
Autres comptes à recevoir/ à payer	114	80,4	33,6
Banque centrale	0	160,3	-160,3
À court terme	0	160,3	-160,3
À long terme	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0

Établissements de dépôts autres que la banque centrale	114	-204	318
À court terme	114	-204	318
À long terme	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Autres secteurs	0	124,1	-124,1
À court terme	0	0	0
À long terme	0	124,1	-124,1
Autres sociétés financières	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	124,1	-124,1
À court terme	0	0	0
À long terme	0	124,1	-124,1
Droits de tirage spéciaux	0	0	0
Avoirs de réserve	6 904,50	0	6 904,50
Or monétaire	0	0	0
Or métal	0	0	0

Comptes en or non affectés	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	-0,8	0	-0,8
Position de réserve au FMI	-231,7	0	-231,7
Autres avoirs de réserve	7 137	0	7 137
Monnaie fiduciaire et dépôts	7 137	0	7 137
Créances sur les autorités monétaires	143,1	0	143,1
Créances sur d'autres entités	6 993,90	0	6 993,90
Titres	0	0	0
Titres de créance	0	0	0
À court terme	0	0	0
À long terme	0	0	0
Titres de participation et parts de fonds De placement	0	0	0
Dérivés financiers	0	0	0
Autres créances	0	0	0
Erreurs et omissions nettes	-132 064,60	-134 573,34	2 508,74
Postes pour mémoire	0	0	0
Financement exceptionnel	0	0	0
Transferts courants et ou en capital	0	0	0

Remises de dettes	0	0	0
Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
Investissements directs	0	0	0
Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
Instruments de dette	0	0	0
Investissement de portefeuille	0	0	0
Autres investissements	0	0	0
Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
Arriérés	0	0	0
Accumulation d'arriérés	0	0	0
Principal sur la dette à court terme	0	0	0
Principal sur la dette à long terme	0	0	0
Intérêts initiaux	0	0	0
Intérêts de pénalisation	0	0	0
Remboursement d'arriérées	0	0	0
Principal	0	0	0

Intérêts	0	0	0
Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
Principal	0	0	0
Intérêts	0	0	0
Annulation d'arriérés	0	0	0
Principal	0	0	0
Intérêts	0	0	0

Source : BCEAO.

ANNEXE 8 : Position extérieure globale (en millions de FCFA)

Libellé	AVOIR Stocks début De période	AVOIR Autre flux	AVOIR Stocks fin De période	AVOIR Flux net	ENG Stocks début De période	ENG Autre flux	ENG Stocks fin De période	ENG Flux net
Position extérieure global nette	140 284,29	-380,4	156 476,78	16 572,89	282 784,41	-663,5	303 319,75	21 198,8 4
Investissement direct	3 402,43	0	3 403,34	0,91	77 405,30	0	86 584,50	9 179,20
Titres de participation et parts de fonds de placement	3 401,60	0	3 401,60	0	77 405,30	0	86 584,50	9 179,20
Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	3 401,60	0	3 401,60	0	77 405,30	0	86 584,50	9 179,20
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	3 376,60	0	3 376,60	0	75 979,30	0	85 468,50	9 489,20
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	1 426	0	1 116	-310
Entre entreprises soeurs	25	0	25	0	0	0	0	0
Instruments de dette	0,83	0	1,74	0,91	0	0	0	0

Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,83	0	1,74	0,91	0	0	0	0
Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements de portefeuille	2 035	0	9 930	7 895	0	0	0	0
Titres de participation et parts de fonds de placement	20	0	0	-20	0	0	0	0
Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	20	0	0	-20	0	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de créance	2 015	0	9 930	7 915	0	0	0	0

Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	53 063,56	10	54 846,04	1 772,48	205 379,11	-663,5	216 735,25	12 019,6	4
Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	43 678,56	0	46 362,72	2 684,16	536,8	0	144,9	-391,9	
Banque centrale	0	0	0	0	203,6	0	128,7	-74,9	
À court terme	0	0	0	0	203,6	0	128,7	-74,9	
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0	
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	6 978	0	3 392	-3 586	333,2	0	16,2	-317	

Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	6 978	0	3 392	-3 586	333	0	16	-317
À long terme	0	0	0	0	0,2	0	0,2	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	36 700,56	0	42 970,72	6 270,16	0	0	0	0
À court terme	36 656,32	0	42 926,48	6 270,16	0	0	0	0
À long terme	44,24	0	44,24	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	36 700,56	0	42 970,72	6 270,16	0	0	0	0
À court terme	36 656,32	0	42 926,48	6 270,16	0	0	0	0

À long terme	44,24	0	44,24	0	0	0	0	0
Prêts	8 982	10	7 951	-1 041	193 449,67	-230,5	205 550,31	12 331,14
Banque centrale	0	0	0	0	5 538,20	-230,5	5 307,80	0,1
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	5 538,20	-230,5	5 307,80	0,1
Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	8 766	0	7 725	-1 041	0	0	0	0
À court terme	8 280	0	7 725	-555	0	0	0	0

À long terme	486	0	0	-486	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	187 315,80	0	199 851,10	12 535,30
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres à long terme	0	0	0	0	187 315,80	0	199 851,10	12 535,30
Autres secteurs	216	10	226	0	595,67	0	391,41	-204,26
À court terme	0	0	0	0	23,45	0	1,19	-22,26
À long terme	216	10	226	0	572,22	0	390,22	-182
Autres sociétés financières	216	10	226	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	216	10	226	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	595,67	0	391,41	-204,26
À court terme	0	0	0	0	23,45	0	1,19	-22,26

À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	15,32	15,32	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	15,32	15,32	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres comptes à recevoir/ à payer	378	0	492	114	988,54	0	1 068,94	80,4	
Banque centrale	0	0	0	0	647,1	0	807,4	160,3	
À court terme	0	0	0	0	647,1	0	807,4	160,3	
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0	
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	378	0	492	114	325	0	121	-204	

À court terme	378	0	492	114	325	0	121	-204
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0	0	16,44	0	140,54	124,1
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	16,44	0	140,54	124,1
Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	16,44	0	140,54	124,1
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0

À long terme	0	0	0	0	16,44	0	140,54	124,1
Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	10 404,10	-433	9 971,10	0
Avoirs de réserve	81 783,30	-390,4	88 297,40	6 904,50	0	0	0	0
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	9 471,80	-394,1	9 076,90	-0,8	0	0	0	0
Position de réserve au FMI	141,7	3,7	-86,3	-231,7	0	0	0	0
Autres avoirs de réserve	72 169,80	0	79 306,80	7 137	0	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	72 169,80	0	79 306,80	7 137	0	0	0	0
Créances sur les autorités monétaires	18,2	0	161,3	143,1	0	0	0	0
Créances sur d'autres entités	72 151,60	0	79 145,50	6 993,90	0	0	0	0
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0

Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int